

Journal de Roubaix

TARIF D'ABONNEMENTS. — Roubaix, Tourcoing, le Nord et les départements
Nouvelles : Trois mois, 5 fr. ; Six mois, 9 fr. ; Un an, 16 fr.
Les autres départements et l'étranger le port en sus.
Agence particulière à Paris, 26, rue Feytaud

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Nationale, 78
Directeur-Propriétaire : Alfred REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES : A Roubaix aux bureaux du Journal, Grande-Rue, 71. — A Tourcoing, aux bureaux du Journal, rue Nationale, 78. — A la Bibliothèque Waillet, rue Saint-Jacques, 30. — A Paris, à l'Agence de l'Industrie, place de la Bourse, 4. — A Valenciennes, à l'Office de Publicité, 45, rue de la Madeleine. — A Lille, chez M. Haman Lacroix, rue de la Station. — En vente à Paris aux Bibliothèques de la gare d'Orléans, de la gare du Nord et de la gare St-Lazare.

LA CONFÉRENCE GUESDE-JAURÈS A L'HIPPODROME LILLOIS

CE NUMÉRO
Comprendant SIX PAGES
NE DOIT ÊTRE VENDU
QUE 5 CENTIMES

Rappel à la Convention de La Haye

A Marseille, à Lyon, à Dijon, à Paris, les manifestations populaires qui ont salué le représentant de l'indépendance du peuple boer ont conservé partout le même caractère imposant de l'enthousiasme le plus vibrant uni à la plus parfaite dignité.

A Marseille, malgré l'exubérance du tempérament méridional, pas un cri discordant ; à Paris, malgré la vivacité d'impression et la nervosité bien connues de son peuple, pas un seul manque de tact.

D'un bout à l'autre du territoire traversé par le noble vaincu, les acclamations ont suivi les délégués des Républiques sud-africaines et leur chef, sans qu'une seule provocation, une seule injure ait été proférée à l'adresse de la puissance victorieuse.

On a crié partout : « Vive Kruger ! » « Vivent les Boers ! » On n'a crié nulle part : « A bas Victoria ! A bas les Anglais ! »

Ces sens politiques admirables dans la foule, et qui fera grandement honneur à notre nation devant le monde, est une éducation dont devra faire son profit la diplomatie européenne et dont pourra tirer profit l'Angleterre elle-même. Chez tous les peuples civilisés, la lutte mégalé qui se déroule, depuis plus d'un an, dans l'Afrique australe a soulevé le même sentiment de réprobation unanime. Madrid, Rome, Bruxelles, La Haye, Berlin, Vienne et Saint-Petersbourg pensent la-dessus comme Paris.

L'Angleterre voudrait-elle se laisser mettre moralement au ban de l'Europe ? La nation anglaise, qui faisait cortège à l'illustre Gladstone quand il élevait sa voix éloquente à propos des « atrocités bulgares » ; qui, tout récemment encore, protestait avec indignation par sa presse et par ses diplomates, contre les agissements barbares dont les Arméniens étaient victimes, voudrait-elle rester sourde au concert de l'Europe, au risque de laisser supposer que la sensibilité britannique ne s'éveille jamais que si son intérêt lui commande ?

Nous nous refusons à le croire ; et nous sommes persuadés que, si les gouvernements européens rappellent à l'Angleterre, avec tous les ménagements et tous les égards dus à la susceptibilité d'un grand peuple, quelle a apposé la signature au bas de la convention de La Haye, elle ne reniera pas cet acte, que son honneur et son intérêt bien compris lui ordonnent de respecter.

Aux termes de l'article 3 de cette convention, adoptée par vingt-six puissances de l'ancien et du Nouveau Monde, parmi lesquelles la Grande-Bretagne, « le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités, et l'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou par l'autre des parties en litige comme un acte non amical ».

A proposer cette médiation ou ces bons offices, il n'y a donc aucun risque pour le gouvernement qui en prendra l'initiative, pas même le risque de voir cet acte considéré comme peu amical par l'Angleterre.

Quant à celle-ci, si elle veut écouter la voix de la conscience, de la raison, et même de son véritable intérêt, au lieu de se laisser guider par les conseils de spéculateurs châtés qui l'abusent et qui l'exploitent, sous le masque du patriotisme, elle ne se refusera pas à examiner les moyens de mettre un terme à une guerre où elle a déjà sacrifié ses enfants par milliers et son or par milliards, sans qu'elle puisse apercevoir encore ni la limite des sacrifices à faire, ni le rapprochement du but.

E. V.

Informations

LETTRE DE L'EMPEREUR DE RUSSIE
Livadia, 26 novembre. — L'empereur a bien passé la journée d'hier et a bien dormi. Pendant la nuit, il a eu des sueurs abondantes. Il se sentait très bien le matin. La maladie suit, d'une manière générale, un cours favorable, et l'on constate une amélioration sensible.

POUR LA REINE WILHELMINE
Le « Matin » ouvre une souscription pour offrir à la reine Wilhelmine un cadeau à l'occasion de son mariage et passer dans ce but, un appel à toutes les femmes et filles de France.

MORT DU DOCTEUR OLLIER
Paris, 26 novembre. — On annonce la mort du docteur Ollier, l'illustre représentant de la Faculté de médecine de Lyon, mort subitement dans cette ville, à cinq heures du matin, la nuit dernière à l'âge de 70 ans. Le docteur Ollier est connu dans le monde entier par ses travaux scientifiques et sa méthode opératoire.

Il était encore actuellement professeur de clinique chirurgicale.
Membre correspondant de l'Académie de médecine de Paris, membre associé de l'Académie royale

de chirurgie de Londres, des Académies de médecine des principales villes d'Europe, le défunt était commandeur de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique et titulaire de nombreux ordres étrangers.

M. Bouvalot, l'explorateur bien connu, a épousé Mlle Ollier.
LA FRANCE ET LE TRANSVAAL
Paris, 26 novembre. — M. Théodore Denis, député des Landes, vient d'adresser à M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, la lettre suivante :
« J'ai l'honneur de vous demander à vous interposer sur le point de savoir si, en présence des événements qui se déroulent dans le Transvaal et dans l'Orange, le gouvernement français entend user du droit que lui confère l'article III de la convention de La Haye. — Théodore Denis. »

LE PRÉSIDENT KRUGER A PARIS

LA JOURNÉE DE LUNDI
Paris, 26 novembre 1900
Le président Kruger n'a reçu personnellement ce matin. A onze heures, le docteur Leyds s'est rendu au ministère des Affaires étrangères, où il a fait visite à M. Delcassé.

Le promenade du Président
Le président, accompagné de M. Fischer dans une voiture découverte attelée de deux chevaux, a quitté l'hôtel Scribe à midi pour faire sa promenade.

Le président était enveloppé d'un simple manteau de fourrures.
Le landau présidentiel a descendu la rue de la Paix, traversé la place de la Concorde, remonté l'avenue des Champs-Élysées jusqu'à la porte de l'Exposition.

Il a traversé l'Exposition par le pont Alexandre III, a pris l'avenue de la Motte-Picquet, le boulevard de la Tour-Maubourg et les avenues de Tourville et de la Bourdonnais. Il s'est arrêté au pied de la Tour Eiffel.
Le président avait été acclamé par une foule peu nombreuse, mais très enthousiaste.

A sa descente de voiture, le président Kruger est acclamé par les ouvriers démolisseurs de l'Exposition.
M. Alfred Pierrat souhaite la bienvenue à l'illustre visiteur.

Le président pénètre ensuite dans la cage de l'Asclépiade Maubourg et les avenues de Tourville et de la police, M. Tourny, directeur de la police municipale, et un grand nombre de journalistes.
La cage est bondée. Il y a plus de 40 personnes. Seul, le président est assis sur une chaise.

En mettant le pied sur la plate-forme du premier étage, il est accueilli par un triple hourrah poussé par quelques Allemands.
Le cortège se rend ensuite au pavillon de la République sud-africaine, où on le conduit devant son litige, qu'entourent de nombreuses inscriptions admiratives.

Après un court arrêt à la ferme boer, les voitures présidentielles quittent l'enceinte de l'Exposition et le président se rend alors au Bois de Boulogne par l'avenue du Trocadéro, l'avenue Henri-Martin, et doit terminer sa promenade par la tour des lacs, la route de Choisy, l'avenue du Bois, les Champs-Élysées et la Concorde.

L'APRÈS-MIDI
Les réceptions
Après avoir déjeuné et avoir pris quelques instants de repos, le président Kruger a reçu à trois heures, M. de Marcen van Swinderen, chargé d'affaires des Pays-Bas, venu pour le saluer au nom de la reine Wilhelmine et du gouvernement hollandais. Le président le remercie très vivement et a déclaré qu'il était très touché de ce que le gouvernement hollandais avait fait pour lui.

M. Kruger a reçu ensuite une délégation de la Ligue des Droits de l'Homme, composée de MM. Trarieux, Monod, Depech, Bouquet, Albert Clémenceau, Séailles, Morhart, Batière, Grava, ainsi que quelques membres de l'Institut parmi lesquels MM. Havet, Mézières, Anatole France.

M. Gabriel Monod a parlé au nom du Groupe; il a dit qu'il était heureux, au nom de la justice et de la liberté, de parler au représentant d'un peuple opprimé par la force brutale; puis, faisant allusion à la politique anglaise il a ajouté qu'il était regrettable que le gouvernement actuel n'ait pas saisi les traditions libérales et humanitaires de Gladstone.

Dans sa réponse, le président Kruger a dit que c'est surtout par la défense de l'idée de justice qu'on arrive non seulement à la liberté pleine et entière de l'individu, mais encore à celle des peuples.
Le président a reçu ensuite le comité néerlandais sud-africain, les Dames du « Son des Boers » et la délégation irlandaise, conduite par miss Maud Gonne, qui l'a assuré de la sympathie de ses compatriotes pour leurs frères du Transvaal.

M. Kruger a reçu ensuite, à titre individuel, le comte de Pomerol, et un missionnaire belge du Transvaal.
Au dehors, la foule a été assez nombreuse toute l'après-midi, et on a dû isoler par un barrage, des abords immédiats de l'hôtel. Les orations n'ont pas discontinué.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du lundi 26 novembre 1900
SÉANCE DU MATIN
La séance est ouverte, à neuf heures, sous la présidence de M. Deschanel. Il y a à peine une soixantaine de députés en séance.

LES SERVICES PÉNITENTIAIRES
M. Pasteur. — Sur le chapitre 79, relatif à l'exploitation agricole, je viens soulever un amendement tendant à une diminution de 150 francs, en vue d'augmenter l'administration des services des articles 5 et 6 de la loi de 1850, et afin que l'effectif de pupilles soit complet dans les colonies agricoles privées, avant l'admission des jeunes détenus dans les établissements pénitentiaires de l'Etat.
M. Waldeck-Rousseau. — Nous n'entendons nullement supprimer les établissements privés ; nous sommes tout leur existence, avec ceux de l'Etat.

M. Pasteur. — Je remercie le Président du Conseil, et je retire mon amendement.
Les derniers chapitres des services pénitentiaires sont adoptés et la Chambre passe au budget des Colonies.

LE BUDGET DES COLONIES
M. d'Estournelles. — Je tiens à décrire qu'une expansion coloniale excessive et agressive pourrait faire courir de gros dangers à la France, dangers économiques, politiques et militaires. (Applaudissements à l'extrême gauche.)
Les Chambres d'antiféodalité sont plus chétives sur la portée de leurs responsabilités que la Chambre actuelle. (Oh ! Oh ! au centre.)
Aujourd'hui, on laisse tout faire ; on se relève plus rien, et, pourtant, il se produit de tous côtés des abus excessifs.

La France ne sait pas où on la mène. (Applaudissements à l'extrême gauche.)
La suite de la discussion est renvoyée à demain matin.
A deux heures, séance publique. La séance est levée à onze heures cinquante.

SÉANCE DU SOIR
La séance est ouverte à 2 heures, sous la présidence de M. Mesureur, vice-président.
LE RÉGIME DES BOISSONS
L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi concernant le régime des boissons.

M. Giroix a la parole pour développer un contre-projet dont l'article 1er porte la suppression des droits de détail, d'entrée, de taxe unique de fabrication et de circulation, perçus sur les boissons hygiéniques.
La Chambre s'est déjà prononcée sur ce point.
M. Giroix expose que son contre-projet est distinct de celui de M. Vaillant.

L'orateur termine en demandant la suppression des bouilleurs de cru.
Après plusieurs interventions pour et contre, le contre-projet Giroix est repoussé. Il en est de même du contre-projet Pichon déposé il y a quelques jours.
Les premiers paragraphes de l'article premier du projet de gouvernement sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à mardi soir. La séance est levée à 6 heures 45.

LA CONFÉRENCE GUESDE-JAURÈS A L'HIPPODROME LILLOIS

Battus lors du fameux congrès de Paris, les collectivistes français avaient décidé de porter un défi à leurs adversaires les socialistes ministériels. C'est la section lilloise du Parti ouvrier qui se chargea d'inviter M. Jean Jaurès, à un débat contradictoire avec M. Jules Guesde. M. Jaurès accepta. Le lieu et la date de la réunion furent choisis et cette rencontre sensationnelle, préparée avec soin par les groupes révolutionnaires, devint, pour les militants des deux partis, l'événement attendu avec autant d'impatience que de curiosité.

Le « duel » Guesde-Jaurès a eu lieu, lundi, à l'Hippodrome lillois. Pour la première fois

noncés par Jaurès et Guesde. Parmi ces dernières, nous devons citer M. Carrette, maire de Roubaix qui, au milieu de la soirée, indisposé, a dû se retirer.

DISCOURS DE M. DELORY
Maire de Lille
Le citoyen maire de Lille, après avoir déclaré que la réunion est organisée par la Fédération du Nord du parti socialiste, pour répondre à un sentiment très légitime : expliquer publiquement sur les divergences de tactique du parti socialiste, demande aux auditeurs, d'écouter les deux orateurs en silence. Il annonce que la parole ne sera pas donnée aux contradicteurs qui se trouveraient dans la salle, et qu'aucun ordre du jour ne sera voté à la fin de la séance.

Puis, M. Delory donne la parole au citoyen Jaurès.
Le citoyen Jaurès se lève au milieu des applaudissements d'une partie de la salle. L'orateur félicite en débutant, le parti socialiste, qui, d'après lui, est le seul parti qui ait assez fort, assez conscient de la puissance de ses principes pour constituer des débats comme celui de ce soir.

Puis, immédiatement, le citoyen Jaurès entre dans le vif de la question : le dissentiment qui s'est élevé entre Guesde et Jaurès.
« Quand je dis Guesde, continue l'orateur, il ne s'agit pas d'une question de personne, la discussion entre nous est bien plus grave, il ne s'agit pas de rivalités personnelles, mais d'une discussion de tactique et de méthode. »

Quant ce dissentiment a-t-il pris naissance ? On a dit que ce dissentiment avait commencé au moment de l'entrée dans un ministère bourgeois, d'un chef socialiste. Non, ce dissentiment s'était déjà manifesté à propos de l'affaire Dreyfus, lors du manifeste lancé par le Parti ouvrier qui conseillait aux prolétaires de ne pas trop s'engager dans cette bataille et de réserver tous leurs efforts pour la lutte des classes. Plus tard est venue une nouvelle condamnation, lors de la formation du ministère Waldeck-Rousseau. A ce moment, les intrançais accusent leurs adversaires de servir les intérêts du nationalisme.

Depuis que Jaurès a commencé à parler, des interruptions se croisent dans la salle. A plusieurs reprises le président est obligé d'intervenir pour rétablir le silence. Des cris de « Vive Guesde ! » éclatent assez nombreux.
Ces cris, ces interruptions hostiles énervent visiblement l'orateur qui se trouve obligé de s'arrêter à chaque phrase.

Le citoyen Jaurès continue en déclarant que si des socialistes ont servi la cause de Dreyfus, c'est qu'ils avaient, de cette façon, servi le prolétariat, servi la lutte des classes.
L'orateur explique que la lutte des classes, se demande Jaurès. Cette lutte est formée de trois éléments : une constatation de fait. Le système capitaliste, d'un côté, divise les hommes en deux catégories : d'un côté ceux qui détiennent les moyens de production et de l'autre ceux qui ne possèdent que la force de leur travail. Mais cet antagonisme entre ces deux catégories, on ne le suffit pas pour la lutte des classes, il faut que les travailleurs puissent concevoir la possibilité d'une société différente, nouvelle et plus juste.

A ce moment, le bruit recommence et la voix de l'orateur parvient difficilement à ses auditeurs. Jaurès se tourne vers les interrupteurs pour essayer de saisir le sens des interruptions sans y réussir.
Il continue cependant en affirmant que les prolétaires ne doivent pas attendre du régime capitaliste une amélioration à leur sort.

D'après lui les prolétaires ne doivent pas non plus chercher dans ce qu'il appelle le socialisme chrétien un soutien et une espérance. « Si les travailleurs s'abandonnaient, dit-il, dans les consolations d'une « naissance d'en haut, il n'y aurait plus de lutte de classes. »

L'orateur explique qu'autrefois le prolétariat a cru que son salut pouvait venir de la classe capitaliste. C'était, dit-il, le rêve des utopistes généraux. La lutte des classes a commencé, quand le prolétariat a eu, comme aux journées de juin, conscience de sa force, quand il s'est émancipé.

Cette partie du discours de M. Jaurès a été très vivement applaudie et l'auditoire resté froid jusqu'au moment où commence à s'échauffer progressivement à mesure que monte le déchaînement de l'éloquence du rhéteur.
Après avoir ainsi défini comment il comprenait la lutte des classes, après avoir posé le principe, M. Jaurès arrive maintenant au point délicat : comment faut-il appliquer ce principe ?
Il cherche à prouver qu'il est impossible de déterminer la tactique de chaque jour ; il est impossible de déduire de ce principe qu'on doit répudier toutes les alliances électorales, et la participation aux pouvoirs bourgeois.

A un moment, dans deux des parties différentes de la salle, des jauresistes et des guesdistes se viennent aux mains. A grand-peine on parvient à les séparer.

A 8 heures 20, M. Jules Guesde fait son entrée, suivi de MM. Jaurès et Delory, maire de Lille. Une ovation immense, formidable, retentit. C'est Jules Guesde que la foule acclame. Nous n'entendons pas le moindre cri de : « Vive Jaurès ! » Ce dernier paraît profondément ennuyé ; il examine le public d'un oeil moqueur et scrutateur.

Mais Guesqueur trappe la table de la tribune de sa canne et réclame le silence qui s'établit peu à peu. M. Delory est nommé président. On lui donne comme assesseurs tous les élus socialistes présents.
La chaleur est devenue étouffante. Plusieurs personnes vont se trouver mal au cours des discours pro-

« Au nom de la lutte des classes, dit-il, nous pouvons toujours nous reconnaître entre nous, dans notre combat contre le capitalisme, mais il ne nous sera pas possible de blâmer tel ou tel fait particulier inspiré par les circonstances. C'est une question de tactique et pas autre chose. » (Applaudissements.)

L'orateur prétend qu'on ne peut pas traduire le principe de la lutte des classes en disant que le parti socialiste doit être toujours un parti d'opposition. Parce que le socialisme fait opposition au système capitaliste, il n'en résulte pas qu'il n'a pas à faire de différence entre les parties bourgeoises.
M. Jaurès obtient alors un joli succès en affirmant dans une belle période que la société étant menacée par le retour au passé, la puissance de l'Eglise, le devoir des socialistes est de marcher avec la fraction bourgeoise qui ne veut pas revenir en arrière.

« La salle qui, définitivement semble enlevée par l'éloquence de l'orateur, fait à ce dernier une longue ovation.
Mais la foule est changeante et les applaudissements ont à peine cessé qu'une phrase du leader socialiste provoque d'un côté de la salle une vive émotion.
M. Jaurès dit qu'il suit le conseil de Karl Marx : Nous sommes avec le prolétariat contre les bourgeois mais nous sommes avec les bourgeois contre les hobereaux et les prêtres.

« Une voix. — Ce n'est pas vrai, Jaurès nous prend pour des imbéciles ! (Bruit.)
M. Jaurès. — J'ai reconnu le camarade qui m'a adressé cette exclamation désobligeante. Je lui demande de vérifier l'exactitude de cette citation et si elle est exacte ; je lui demande de venir en témoigner à cette tribune dans une réunion prochaine. (Applaudissements.)
M. Jaurès continue. « Il est impossible aux élus socialistes de ne pas faire de différence entre les gouvernements bourgeois, entre le ministère Méline, par exemple, et le ministère Bourgeois.
C'est à Chalons ! »

Cette interruption est soulignée par des applaudissements.
Maintenant la foule est redevenue houleuse et le président se dépense énormément pour rétablir l'ordre.
L'orateur, le calme rétabli, continue son discours et arrive à l'affaire Dreyfus.
Il déclare que c'était le devoir du prolétariat de se mettre du côté de la vérité, de la justice et du droit.

Guesde a dit : « Ceux qui admirent le soleil capitaliste, s'appliquent à en effacer les tâches ! » mais il oublie que le soleil du prolétariat, c'est la tâche qui vient torner le soleil levant du socialisme. (Applaudissements.)
M. Jaurès s'efforce de prouver qu'au début du « drame », ce furent Guesde et ses amis qui le possédèrent dans la bataille et il cite les paroles du leader collectiviste qui, après la lettre de Zola, s'écriait : « C'est le plus grand acte révolutionnaire du siècle ! »

Quand Jaurès alla témoigner dans le procès Zola, Guesde lui dit : « Jaurès, je vous aime, parce que chez vous l'acte a toujours été une pensée. »
Et l'orateur, continuant, parle des « canailles » de l'Etat-Major qui s'échappaient sur leur chemin et il dit que, malgré le blâme de Guesde, il continua à lutter jusqu'à ce que la « bête venimeuse ait rendu tout son venin. »

« Je trouve qu'en entrant dans cette bataille les socialistes n'ont pas perdu leur temps puisqu'ils ont contribué à amoindrir le prestige du militarisme.
« Une voix. — Vive Galliffet ! »
Enfin, M. Jaurès aborde le second point important de son discours : l'entrée de M. Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau. Il dit que ce fait est avant tout un signe éclatant de la puissance du parti socialiste à qui le parti bourgeois a été obligé de faire appel.

Avant d'examiner les résultats de cette tactique, il montre que les socialistes allemands, les Liebknecht, les Hubel, avant d'entrer dans les assemblées délibérantes bourgeois avaient eu aussi condamné cette conduite. Cela prouve qu'il ne faut pas s'étonner, dit-il, si le même fait provoque, aujourd'hui, en France, des protestations.
M. Jaurès répond ensuite aux injures que les intrançais lancent à la face des socialistes ministériels : « Chalons ! Galliffet ! La Martinique ! »

En finissant Galliffet, prenez garde que je vous demande, socialistes lillois, pourquoi vous avez reçu, l'an dernier, à Lille, le citoyen Millerand, qui était alors le collègue de Galliffet et pourquoi, à ce moment, vous l'avez applaudi ? Quant aux troubles de La Martinique et de Chalons, l'orateur prouve que les réclamations présentées au gouvernement ont reçu satisfaction.

M. Jaurès demande ensuite aux maires socialistes du Nord, à celui de Lille, et à celui de Fournies, pourquoi ils ont assisté, s'ils repudiaient si fort les actes du gouvernement, au banquet des maires à Paris organisé par le chef de ce gouvernement.
Enfin, il constate que lors de la dernière interpellation, sur la politique générale, tous les élus socialistes ont donné leur confiance au ministère (Applaudissements.)

L'orateur examine ensuite s'il est sage pour un socialiste, de participer à un gouvernement bourgeois.
Il dit qu'à l'exemple des Allemands, les socialistes français ont voulu l'émancipation des prolétaires, mais ils ne doivent pas s'arrêter à de mesquines raisons, mais qu'ils doivent entrer dans le gouvernement bourgeois, pour en connaître à fond le système et pour contrôler ses actes. C'est ainsi qu'ils rendront service véritablement aux travailleurs. Ceux qui reprochent à M. Millerand de faire partie du ministère Waldeck-Rousseau, devraient aussi faire un grief aux socialistes qui ont accepté les fonctions municipales, qui, elles aussi, sont soumises à toutes les exigences du régime bourgeois. On ne peut donc pas faire un crime à M. Millerand de la solidarité ministérielle.

A ce moment, le président fait observer à l'orateur qui a parlé pendant plus d'une heure et demie, que l'heure s'avance et il lui demande d'abréger la fin de son discours.
M. Jaurès se terminant, après plusieurs considérations d'ordre général sur le socialisme et la « grande unité » qu'il appelle de tous ses vœux, s'écrie sur un ton dramatique : « Non, je ne suis pas un modéré, je suis un révolutionnaire. »

Discours de M. Guesde
Quand les applaudissements qui ont suivi la péroraison vibrante de M. Jaurès ont cessé, M. Delory donne la parole à M. Jules Guesde, en demandant aux auditeurs de garder le plus profond silence, l'ancien député de Roubaix étant très fatigué.

L'apartition, à la tribune, de M. Guesde, est saluée par des hourrahs et des vivats qui se prolongent pendant plusieurs minutes.
« Je remercie le citoyen Jaurès, dit l'orateur, d'avoir bien posé la question, la seule qui nous intéresse. Il a dit la vérité en ce qui concerne le point de vue historique de nos divergences qui remontent bien à l'affaire Dreyfus. Il nous a très nettement cité la lut-

« Au nom de la lutte des classes, dit-il, nous pouvons toujours nous reconnaître entre nous, dans notre combat contre le capitalisme, mais il ne nous sera pas possible de blâmer tel ou tel fait particulier inspiré par les circonstances. C'est une question de tactique et pas autre chose. » (Applaudissements.)

L'orateur prétend qu'on ne peut pas traduire le principe de la lutte des classes en disant que le parti socialiste doit être toujours un parti d'opposition. Parce que le socialisme fait opposition au système capitaliste, il n'en résulte pas qu'il n'a pas à faire de différence entre les parties bourgeoises.

M. Jaurès obtient alors un joli succès en affirmant dans une belle période que la société étant menacée par le retour au passé, la puissance de l'Eglise, le devoir des socialistes est de marcher avec la fraction bourgeoise qui ne veut pas revenir en arrière.

« La salle qui, définitivement semble enlevée par l'éloquence de l'orateur, fait à ce dernier une longue ovation.
Mais la foule est changeante et les applaudissements ont à peine cessé qu'une phrase du leader socialiste provoque d'un côté de la salle une vive émotion.
M. Jaurès dit qu'il suit le conseil de Karl Marx : Nous sommes avec le prolétariat contre les bourgeois mais nous sommes avec les bourgeois contre les hobereaux et les prêtres.

« Une voix. — Ce n'est pas vrai, Jaurès nous prend pour des imbéciles ! (Bruit.)
M. Jaurès. — J'ai reconnu le camarade qui m'a adressé cette exclamation désobligeante. Je lui demande de vérifier l'exactitude de cette citation et si elle est exacte ; je lui demande de venir en témoigner à cette tribune dans une réunion prochaine. (Applaudissements.)
M. Jaurès continue. « Il est impossible aux élus socialistes de ne pas faire de différence entre les gouvernements bourgeois, entre le ministère Méline, par exemple, et le ministère Bourgeois.
C'est à Chalons ! »

Cette interruption est soulignée par des applaudissements.
Maintenant la foule est redevenue houleuse et le président se dépense énormément pour rétablir l'ordre.
L'orateur, le calme rétabli, continue son discours et arrive à l'affaire Dreyfus.
Il déclare que c'était le devoir du prolétariat de se mettre du côté de la vérité, de la justice et du droit.

Guesde a dit : « Ceux qui admirent le soleil capitaliste, s'appliquent à en effacer les tâches ! » mais il oublie que le soleil du prolétariat, c'est la tâche qui vient torner le soleil levant du socialisme. (Applaudissements.)
M. Jaurès s'efforce de prouver qu'au début du « drame », ce furent Guesde et ses amis qui le possédèrent dans la bataille et il cite les paroles du leader collectiviste qui, après la lettre de Zola, s'écriait : « C'est le plus grand acte révolutionnaire du siècle ! »

Quand Jaurès alla témoigner dans le procès Zola, Guesde lui dit : « Jaurès, je vous aime, parce que chez vous l'acte a toujours été une pensée. »
Et l'orateur, continuant, parle des « canailles » de l'Etat-Major qui s'échappaient sur leur chemin et il dit que, malgré le blâme de Guesde, il continua à lutter jusqu'à ce que la « bête venimeuse ait rendu tout son venin. »

« Je trouve qu'en entrant dans cette bataille les socialistes n'ont pas perdu leur temps puisqu'ils ont contribué à amoindrir le prestige du militarisme.
« Une voix. — Vive Galliffet ! »
Enfin, M. Jaurès aborde le second point important de son discours : l'entrée de M. Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau. Il dit que ce fait est avant tout un signe éclatant de la puissance du parti socialiste à qui le parti bourgeois a été obligé de faire appel.

Avant d'examiner les résultats de cette tactique, il montre que les socialistes allemands, les Liebknecht, les Hubel, avant d'entrer dans les assemblées délibérantes bourgeois avaient eu aussi condamné cette conduite. Cela prouve qu'il ne faut pas s'étonner, dit-il, si le même fait provoque, aujourd'hui, en France, des protestations.
M. Jaurès répond ensuite aux injures que les intrançais lancent à la face des socialistes ministériels : « Chalons ! Galliffet ! La Martinique ! »

En finissant Galliffet, prenez garde que je vous demande, socialistes lillois, pourquoi vous avez reçu, l'an dernier, à Lille, le citoyen Millerand, qui était alors le collègue de Galliffet et pourquoi, à ce moment, vous l'avez applaudi ? Quant aux troubles de La Martinique et de Chalons, l'orateur prouve que les réclamations présentées au gouvernement ont reçu satisfaction.

M. Jaurès demande ensuite aux maires socialistes du Nord, à celui de Lille, et à celui de Fournies, pourquoi ils ont assisté, s'ils repudiaient si fort les actes du gouvernement, au banquet des maires à Paris organisé par le chef de ce gouvernement.
Enfin, il constate que lors de la dernière interpellation, sur la politique générale, tous les élus socialistes ont donné leur confiance au ministère (Applaudissements.)

L'orateur examine ensuite s'il est sage pour un socialiste, de participer à un gouvernement bourgeois.
Il dit qu'à l'exemple des Allemands, les socialistes français ont voulu l'émancipation des prolétaires, mais ils ne doivent pas s'arrêter à de mesquines raisons, mais qu'ils doivent entrer dans le gouvernement bourgeois, pour en connaître à fond le système et pour contrôler ses actes. C'est ainsi qu'ils rendront service véritablement aux travailleurs. Ceux qui reprochent à M. Millerand de faire partie du ministère Waldeck-Rousseau, devraient aussi faire un grief aux socialistes qui ont accepté les fonctions municipales, qui, elles aussi, sont soumises à toutes les exigences du régime bourgeois. On ne peut donc pas faire un crime à M. Millerand de la solidarité ministérielle.

A ce moment, le président fait observer à l'orateur qui a parlé pendant plus d'une heure et demie, que l'heure s'avance et il lui demande d'abréger la fin de son discours.
M. Jaurès se terminant, après plusieurs considérations d'ordre général sur le socialisme et la « grande unité » qu'il appelle de tous ses vœux, s'écrie sur un ton dramatique : « Non, je ne suis pas un modéré, je suis un révolutionnaire. »

Discours de M. Guesde
Quand les applaudissements qui ont suivi la péroraison vibrante de M. Jaurès ont cessé, M. Delory donne la parole à M. Jules Guesde, en demandant aux auditeurs de garder le plus profond silence, l'ancien député de Roubaix étant très fatigué.

L'apartition, à la tribune, de M. Guesde, est saluée par des hourrahs et des vivats qui se prolongent pendant plusieurs minutes.
« Je remercie le citoyen Jaurès, dit l'orateur, d'avoir bien posé la question, la seule qui nous intéresse. Il a dit la vérité en ce qui concerne le point de vue historique de nos divergences qui remontent bien à l'affaire Dreyfus. Il nous a très nettement cité la lut-



M. JAURÈS

noncés par Jaurès et Guesde. Parmi ces dernières, nous devons citer M. Carrette, maire de Roubaix qui, au milieu de la soirée, indisposé, a dû se retirer.

DISCOURS DE M. DELORY
Maire de Lille

Le citoyen maire de Lille, après avoir déclaré que la réunion est organisée par la Fédération du Nord du parti socialiste, pour répondre à un sentiment très légitime : expliquer publiquement sur les divergences de tactique du parti socialiste, demande aux auditeurs, d'écouter les deux orateurs en silence. Il annonce que la parole ne sera pas donnée aux contradicteurs qui se trouveraient dans la salle, et qu'aucun ordre du jour ne sera voté à la fin de la séance.

Puis, M. Delory donne la parole au citoyen Jaurès.

Le citoyen Jaurès se lève au milieu des applaudissements d'une partie de la salle. L'orateur félicite en débutant, le parti socialiste, qui, d'après lui, est le seul parti qui ait assez fort, assez conscient de la puissance de ses principes pour constituer des débats comme celui de ce soir.

Puis, immédiatement, le citoyen Jaurès entre dans le vif de la question : le dissentiment qui s'est élevé entre Guesde et Jaurès.
« Quand je dis Guesde, continue l'orateur, il ne s'agit pas d'une question de personne, la discussion entre nous est bien plus grave, il ne s'agit pas de rivalités personnelles, mais d'une discussion de tactique et de méthode. »

Quant ce dissentiment a-t-il pris naissance ? On a dit que ce dissentiment avait commencé au moment de l'entrée dans un ministère bourgeois